

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS
LAICITE ET INTERCULTURALITE
COLLOQUE INTERNATIONAL DU REPHI

7 Avril 2016

INTERCULTURALITE ET ENGAGEMENT POUR LA PAIX

Antoinette MONTAIGNE

Tout d'abord, j'exprime tous mes remerciements au REPHI (Réseau philosophique de l'interculturel) et particulièrement à Jean-François Petit qui m'a conviée à prendre la parole dans ce colloque de haut niveau, sur le sens des valeurs et repères que se donneront les sociétés du futur, fort de leurs histoires, des expériences acquises dont elles pourront tirer toutes les leçons d'avenir.

C'est surtout une « fenêtre du monde » ouverte sur la République Centrafricaine, pays dont je suis native et où j'ai eu le privilège et l'honneur d'avoir été désignée par la Présidente de la transition et le Premier Ministre André Nzapayéké pour porter et proposer une stratégie de réconciliation nationale, en tant que Ministre de la Réconciliation Nationale, dans un pays laïc déchiré, divisé et meurtri par la spirale des violences généralisées. Ces violences ont notamment été communautaires et confessionnelles ou inter religieuses. Elles sont nées d'une énième crise militaro politique dont le pays est coutumier.

Je devais dans ce contexte, jouer le rôle de « pompier de la dernière chance », avant que tout le pays ne s'embrasse, ou ne sombre définitivement dans l'abîme de la haine dont il avait, hélas, pris la dangereuse pente. Une tâche ardue pour moi qui avait quitté le pays et vivais à l'extérieur depuis près de 25 ans.

Grâce à vos travaux et votre solidarité avec la République Centrafricaine que vous acceptez à travers moi de remettre au cœur du débat, votre démarche

interculturelle à la fois scientifique et pratique, le monde connaîtra un peu mieux la situation de ce pays ou ce qui s'est passé là-bas. Et je ne doute pas que les bonnes volontés ne manqueront pas de continuer d'agir encore demain pour les populations centrafricaines et pour le relèvement de l'Etat effondré. L'occasion aussi de remercier très chaleureusement tous ceux Etats, peuples, organisations locales, nationales ou internationales qui ont aidé la RCA dès 2013, et bien avant, à chaque fois, pour la sortir du chemin de l'autodestruction.

Grand merci et reconnaissance profonde à vous tous !

Ensuite, je vous proposerai d'essayer de traiter ce sujet en deux temps avant de conclure. Une conclusion ouverte, car l'histoire est en marche, et rien n'est consolidé à ce jour.

Dans un premier temps, je m'interrogerai de savoir si la laïcité n'était pas en réalité une consécration de l'interculturalité religieuse dans sa diversité plurielle, garantie par la neutralité de l'Etat. Je crois qu'ici, je peux prendre le risque de me tromper, car entourée de grands philosophes que vous êtes, je ne risque pas de me précipiter seule dans le vide, sans filet. Vous me rattraperez et j'apprendrai plus encore avec vous tous ici.

Dans un deuxième temps, j'essayerai de montrer le rapport entre Interculturalité, laïcité et engagement pour la paix en République Centrafricaine. Un cas à connaître, qui pourrait probablement intéresser ceux des pays qui peuvent se trouver demain dans des configurations similaires.

Ma conclusion sera certainement une note d'espoir pour ce pays qu'est la République Centrafricaine et pour tous ceux en Afrique Centrale, Australe, de l'Ouest ou du Nord... et d'autres champs de conflits à travers le monde qui jettent chaque jour, sur le chemin périlleux de l'exil, des millions de familles pour lesquelles j'ai toujours une pensée émue.

L'Europe est justement confrontée massivement à cette vague de désespoir qu'elle tente de gérer avec humanité et responsabilité, même si l'ampleur du phénomène met à mal les politiques d'accueil d'urgence et/ou d'intégration socio-économique. On peut saluer la fraternité du Pape qui a bien

voulu accueillir au Vatican une douzaine de réfugiés afin d'appeler le monde à la solidarité avec eux.

I] Et si la laïcité était une consécration de l'interculturalité religieuse garantie par la neutralité de l'Etat ?

Je voudrais un instant, emprunter la première phrase de présentation de ce colloque international « **l'interculturalité n'est pas un vain mot, c'est l'avenir de l'humanité** ».

Qui ne sera pas d'accord ici pour acquiescer avec vous qu'il s'agit là d'une réalité de plus en plus évidente aujourd'hui, tant l'évolution du monde nous conduit à sortir des sentiers battus, pour trouver de nouvelles approches, des innovations sociales au service des causes dont dépendent le devenir des pays, des peuples et en définitive de l'humanité toute entière ?

Vu l'importance du sujet, c'est donc une très grande responsabilité que de me donner la parole dans un monde d'initiés, de chercheurs, des scientifiques dès l'ouverture des réflexions et travaux de ce colloque international ? à travers le cas de la République Centrafricaine, et la question de l'interculturalité dans l'engagement pour la paix.

Alors, je ne pourrai m'empêcher de penser que **la question de la laïcité** trouvera certainement dans nos travaux, des experts plus qualifiés notamment vu de la France et dans le débat actuel. On peut simplement rappeler que la loi française du 9 décembre 1905 dite de séparation des Eglises et de l'Etat fait également partie des valeurs contenues dans le cadre institutionnel centrafricain, notamment sa constitution qui s'en inspire de manière constante depuis son accession à l'indépendance politique jusqu'à l'actuel sixième République, fruit des crises à répétition jusque là insolubles tant sur le plan politique, qu'économique et social.

Vous l'avez également suggéré, l'interculturalité contribue encore aujourd'hui non seulement au devenir de la République Centrafricaine, en crise je crois, mais aussi au devenir de la sous-région Afrique Centrale dont elle fait partie intégrante, ou à celui de l'Afrique dans sa globalité, et donc au devenir du

monde quelque part, même partiellement, parce que nous parlons d'un pays dont le poids politique, diplomatique ou économique est encore très faible pour ne pas dire marginal dans le monde compétitif d'aujourd'hui.

Cette contribution à l'humanité par le vécu et l'expérience d'un pays si petit soit-il, et des autres peuples, est tout de même une chance, même symbolique. Celle de vérifier si nos paradigmes, nos postulats, nos théories et préconisations recueillent ça et là toute la dimension escomptée et s'ils nous permettent d'avancer et aller plus loin, chacun dans sa trajectoire et pourquoi pas ensemble vers des pistes de convergence. Celles qui construisent notre monde et notre humanité partagée.

Et je pense surtout que les travaux de l'Association pour le Développement, depuis de nombreuses années, une agence qui a su, dans le cadre de ses recherches actions, sans cesse renouvelées, en partenariat avec les pouvoirs publics locaux et nationaux, construire des réponses concrètes, des outils pédagogiques et pratiques à l'endroit des professionnels et des populations. Ces expériences nous sont aussi d'une grande utilité, car participent d'un éclairage opérationnel et enrichissant pour tous.

Nous apprécierons certainement l'animation et les précisions d'Egle Bonan que je salue au passage et que j'ai eu la chance de connaître dans une ancienne vie, au cœur des réflexions et actions en faveur de l'interculturalité dans la société française.

Laïcité et Interculturalité, voici deux concepts d'actualité dans un monde en mutation, gagnée par l'incertitude aux quatre coins de la planète, des plus faibles aux plus puissants, des plus rationnels ou plus irrationnels, des plus guerriers ou plus pacifistes, des plus vindicatifs aux plus tolérants.

Ces deux acceptions que sont laïcité et interculturalité se conjuguent-elles ensemble ? Où sont les points de rencontre ? Où sont les points de séparation ? Et si des points de rencontres sont possibles entre elles, s'agit-il d'une réalité universelle ? Ou d'une réalité déclinée dans un espace donnée, une période donnée ?

En toile de fond, quelle est la réalité entre laïcité et inter culturalité de nos jours ? En France, en Afrique, en Amérique, dans le proche et Moyen Orient ? Je pose les questions, même si je n'y répons pas de suite, les spécialistes que vous êtes y répondront avec méthode et autorité au cours des deux jours de débat.

Répondre à ces questions, c'est tenter de donner quelques points de repères sans pour autant purger la profondeur définitionnelle et conceptuelle de ces deux acceptions. C'est avant tout, chercher à nous donner ensemble ici et maintenant quelques pistes nous permettant de mieux échanger ensemble, avec pour objectif ultime de sortir d'ici avec quelques repères communs, et ce n'est pas trop demandé, que d'oser accepter le partage de valeurs communes, même si nous ne parvenons pas à être totalement d'accord sur tout, mais au moins sur l'essentiel. Et envisager de poursuivre pour l'avenir, les échanges qui rapprocheront j'en suis certaine, un peu plus nos divergences d'aujourd'hui qui ne sont pas si définitives que nos perceptions ou postures peuvent nous le faire croire parfois. Les divergences sont provisoires et nourrissent le débat sur le chemin de la compréhension et de la reconnaissance mutuelle.

En effet, l'homme change au gré de sa vie, de son parcours, de ses expériences bonnes ou mauvaises, ce qui conduit à penser, en m'appuyant sur l'adage populaire, « il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis ». Soyons humains et acceptons aussi parfois de nous tromper et changer d'avis. Ces changements s'opèrent aussi au contact de l'autre, des autres réalités, des autres convictions que les nôtres. C'est en effet, au contact de l'autre différent qui est peut être, en réalité, la face cachée de nous même, de notre identité que nous nous transformons consciemment ou inconsciemment. Et comme l'affirme Claude Canet, dans sa définition, l'interculturalité, c'est « l'ensemble des processus psychiques, relationnels, groupaux, institutionnels générés par les interactions de cultures, dans un rapport d'échanges réciproques et dans une perspective de sauvegarde d'une relative identité culturelle des partenaires en relation ». Elle retient deux éléments clés la « réciprocité » et la « complexité ».

Selon elle, le terme Intercultralité introduit les notions de réciprocité dans les échanges et de complexité dans les relations entre cultures. Si nous adoptons

cette belle définition ouverte, raisonnable, opérante, nous nous engageons ainsi à accepter notre propre transformation individuelle et collective pour devenir plus ouverte à l'autre et à d'autres réalités.

Au-delà de la réciprocité et de la complexité, on peut dire que la laïcité est une invention étatique, une construction républicaine, un principe énoncé dans la loi de séparation des églises et de l'Etat de 1905. C'est l'aboutissement d'un long processus de débat politique et social entre les partisans de la République et ceux de la monarchie.

L'interculturalité quant à elle, plus récente, est une construction sociale axée sur le constat de la diversité, celui du cosmopolitisme en passe de devenir un modèle planétaire, dès lors que chaque Etat ou peuple a accepté le principe de la mondialisation des échanges, des biens, services et cultures. Ces vécus y contribuent quotidiennement. La marche est en cours. On ne peut plus revenir en arrière. C'est bien ce contexte qui permet de justifier, comprendre et légitimer toute la démarche de l'interculturalité aujourd'hui au sein des Peuples et Nations, et entre Eux.

Rapportée à la laïcité, surtout dans le débat public, l'interculturalité peut donner l'impression d'un antagonisme qui à notre sens court le risque d'une lecture rapide, peut être même erronée. La laïcité comporte en effet, au-delà de sa finalité qui est celle d'organiser une neutralité de l'Etat face au fait religieux, une consécration de l'interculturalité religieuse, de sa pluralité dans l'espace social et dans la sphère privé.

Par la neutralité de l'Etat, il s'agit de donner à la Religion ou plus exactement aux religions au sens large, tout espace d'expression à chaque croyance fondée sur des dogmes spécifiques et des rituels y afférents et ceci sans discrimination aucune.

L'ordre public est cet espace de neutralité qui garantit la croyance et l'expression concrète de cette croyance à tout un chacun. C'est un ordre arbitre qui refuse qu'une religion se déclare meilleure qu'une autre, dans une posture hégémonique dans l'espace public. Dans cette perspective, on ne peut qu'être

rassuré de constater que l'adoption du principe de la laïcité est en réalité une consécration de l'interculturalité religieuse, garantie par la neutralité de l'Etat.

Toutefois, le problème est encore posé en France ou ailleurs comme en Centrafrique et particulièrement dans les pays où un conflit à coloration religieuse s'est fait jour. A chaque fois, le religieux tente d'envahir l'espace public en posant des questions d'interprétations, de sa réalité pratique ou notamment celle de sa place. On se trouve dans ces conditions face à une certaine politisation du religieux dans un espace commun.

On remarque que le débat actuel est posé dans un contexte tendu, ce qui tend à envenimer les relations, tant les passions sont aujourd'hui exacerbées. C'est l'histoire récente, à l'exemple de la réalité de la République Centrafricaine qui dans un contexte de tensions d'abord politique, ensuite religieuse a dû trouver une voie incertaine mais résolue d'avancer vers la paix. Sa diversité sociale et pluri confessionnelle assumée, ainsi que sa longue tradition d'ouverture au dialogue institutions étatiques – institutions religieuses, en quête de sens et d'apaisement l'y ont grandement aidé.

II] Quelle Interculturalité laïque au service de l'engagement pour la paix.

Reconnaitre dans l'interculturalité une dynamique propre de dialogue entre deux parties, une médiation entre des idées différentes parfois opposées, arrondir les angles, apaiser le climat, introduire la raison dans les rapports conflictuels, aller au-delà de l'observation spontanée, approfondir la connaissance de l'autre, découvrir ses qualités, ce qui rend l'autre moins mystérieux, moins méprisant, moins inutile, mais plutôt plus proche, plus semblable, plus amicale, plus fraternelle, plus utile à notre vie. C'est reconnaître la possibilité d'interagir avec celui qui a pu nous paraître à un moment donné totalement étranger à notre monde.

L'interculturalité est donc le refus de la négation de l'autre, la fin du cheminement de deux droites parallèles censés ne jamais se croiser jusqu'à l'infini. C'est faire mentir les plus grands mathématiciens au monde par la

volonté humaine, l'Homme avec grand H doté de capacité à trouver des solutions, à résoudre des équations à priori impossibles. Lancer des ponts ou des nouvelles passerelles entre les droites parallèles, pour les relier là où les hommes ont souhaité humaniser les relations interculturelles. La volonté humaine peut opérer des évolutions qui vont avancer l'humanité toute entière.

Permettre de transcender les intérêts divergents. C'est reprendre à son compte les deux mots clés de la définition de Claude Canet : accepter la réciprocité et prendre acte de la complexité des relations interculturelles.

L'interculturalité dans sa conception intrinsèque prône l'ouverture, c'est-à-dire l'acceptation de plusieurs idées, sur un même sujet. De plusieurs réalités dans un même espace. De plusieurs valeurs dans une même société. De plusieurs croyances au sein de la cité. De plusieurs approches dans l'appréhension d'un cas de figure qui se présente à l'humain, à la société. Cette interculturalité est en réalité synonyme de la laïcité dont on a dit qu'elle acceptait et consacrait plusieurs réalités religieuses dans le même espace sociétal.

Cette interculturalité là, est véritablement un instrument de construction de la paix car elle est inclusive et associe chacun à la dynamique d'ensemble pour trouver des consensus acceptables sans forcément viser l'uniformité. Elle fonctionne en réalité sur les mêmes bases que la laïcité même si elles ne sont pas de même nature, de même cadre. L'une est une construction sociale quand l'autre est une émanation du cadre étatique.

A ce titre, l'interculturalité est à même, à l'instar de la laïcité de fonder une vision de construction de la paix et donc une manière ouverte d'aborder les éléments ou étapes fortes qui conduisent à cette même paix. On l'imagine bien que lorsque la paix a fait place à la confrontation, à la violence, les liens changent de nature. La confiance est remplacée par la défiance. La peur remplace la fraternité qui pouvait caractériser les relations humaines.

On le voit bien aujourd'hui, à beaucoup d'égard, que dans les pays au monde où la violence terroriste sournoise a sévi, empruntant souvent abusivement telle justification, telle culture politique, telle doctrine religieuse, telle construction

aberrante de négation de l'humanité, la peur est souvent plus grande, plus présente. Elle rythme le quotidien et les rapports sociaux des plus ordinaires aux plus complexes.

Pourtant, l'interculturalité fait partie intégrante de la nature humaine, et ce, depuis la création, si l'on se réfère aux relations entre Adam et Eve au jardin d'Eden. Bien que la religion rappelle les affres du fruit défendu, une trahison pour Dieu, rien n'y a changé. L'homme et la femme en dehors de leurs caractéristiques communes d'appartenance à l'humanité, ont une morphologie légèrement différente et des cycles de vie différenciés.

La femme peut porter en son sein un enfant, ce que l'homme ne peut pas faire jusqu'à preuve du contraire. Les scientifiques à ma connaissance, n'ont pas encore osé une méthode de procréation médicalement assisté sur l'homme avec un petit h. l'interculturalité c'est aussi et avant tout l'évidence de la complémentarité entre l'homme et la femme. Ils ne procréent pas de la même manière. Pourtant, ils se comprennent et se complètent.

De tout ce qui précède, on peut en tirer une leçon humaine toute simple. L'être humain a besoin de son semblable, de son complément en tous points de vue. C'est ainsi que l'homme a besoin de la femme et vice versa, les enfants et jeunes ont besoin de leurs parents et des adultes pour grandir, les moins jeunes épuisés par le poids de l'âge ont besoin des plus jeunes pour continuer à vivre et réaliser certaines tâches de la vie quotidienne que leur capacité physique réduite ne permet plus...

C'est en tenant compte de cette réalité que Barthélémy BOGANDA, le père de l'indépendance centrafricaine a affirmé la primauté de l'humain, de l'Homme en disant **Zo kwè Zo**. Littéralement **Tout Homme est Homme**.

Même si le jeu des intérêts atténue en pratique, sur le plan individuel, collectif, politique, étatique, social, ou culturel les vertus intrinsèques de l'interculturalité, en influençant dans un sens ou un autre cette réalité humaine pour la façonner au service d'une personne ou une collectivité, de l'avantage personnel ou collectif, du plaisir ou du bonheur personnel ou collectif, il reste que chacun dans

sa condition humaine, dans son fort intérieur n'oublie pas fondamentalement la complémentarité de la nature humaine.

C'est pour cela, que l'homme a la capacité de se rappeler cette évidence lorsque son égoïsme prend le pas sur la solidarité, la haine sur l'amour, l'intérêt sur le partage. Il est apte à déclencher lui-même des correctifs pour y répondre. Réparer les torts pour se réparer à travers son semblable. Un tel cheminement est bien décrit par Maryse Vaillant dans « De la Dette au Don ». Valeur pédagogique forte qui guide encore aujourd'hui en France les juridictions spécialisées de la jeunesse qui s'en réfèrent pour l'application de la mesure éducative de réparation pénale, aux mineurs délinquants qui acceptent de réparer leur victime physique ou la société de vie. Et ce faisant, se transforment dans l'acte de réparer leur faute envers autrui, leur semblable et les incidences sur la collectivité, le vivre ensemble.

Revenir à la question de la construction de la paix dans un contexte interculturel, c'est aussi définir les valeurs socles qui nous servent de repères à cette construction. C'est trouver où se situe la fondation de la société, sa pierre angulaire. Celle qui protège chacun dans ses aspirations, mais surtout dans ses valeurs partagées... Parmi ces fondations, il y a la laïcité, celle qui permet à toutes les religions de cohabiter dans le respect mutuel. Et comme le disait Aristide Briand rapporteur au moment du vote de la loi laïcité en 1905, « il n'est plus personne pour contester sérieusement que la neutralité de l'État en matière confessionnelle ne soit l'idéal de toutes les sociétés modernes ».

Ainsi, et avant de vous présenter tout l'intérêt de l'interculturalité dans l'engagement à la paix en République Centrafricaine, j'aimerais vous faire une brève présentation de la crise centrafricaine, du contexte sociopolitique particulier dans lequel le dialogue politique et social, voire religieux était devenu un bien précieux pour ne pas dire rare.

De même que la réconciliation nationale entre les différentes composantes sociales, nationales ou étrangères, riches ou pauvres, toutes tendances culturelles, régionales et religieuses confondues s'était réellement éloignée.

La situation au plus fort de la crise ?

En 2011, des élections présidentielles et législatives sont organisées après quelques péripéties politico-armées et un dialogue politique inclusif organisé en 2008. Ce processus conduit aux élections présidentielles et législatives. Si les élections présidentielles ont été acceptées, les législatives ont été l'objet de querelles politiques car y participaient plusieurs membres de la famille du Chef de l'Etat réélu ainsi que des personnalités à qui il était reproché des irrégularités électorales.

L'appel de la communauté internationale notamment de l'Union Européenne demandant la reprise des législatives n'a pas été entendue par les autorités de l'époque. Le climat politique s'était rigidifié de part et d'autre, le dialogue politique dont les recommandations n'ont pas été appliquées ne pouvait plus servir de cadre à une quelconque sortie de crise. La défiance était érigée entre les pouvoirs publics et l'opposition. Et la confrontation devenue inéluctable.

C'est dans ce contexte que la crise de décembre 2012 est partie. Cette fois-ci elle a pris une forme jamais vu en matière de Coup d'Etat qui sont fréquents dans le pays. On peut citer celui de Jean Bedel Bokassa en 1966, celui de David Dacko en 1979 pour le chasser du pouvoir, celui de 1981 du Général André Kolingba. Après une période démocratique ouverte par les élections de 1993 remportées par Ange Félix Patassé, celui-ci sera renversé par un nouveau coup d'Etat en 2003 par François Bozizé et 10 ans plus tard lui-même renversé par le coup d'Etat du 24 mars 2013 de Michel Djotodia. Le coup d'Etat a débuté dans le Nord du pays à plus de 1000 km de la capitale alors qu'il était souvent organisé au siège des institutions nationales dans la capitale Bangui. Une déclaration à la radio annonçait en général un coup de force entre initiés du pouvoir et la gouvernance du pays au sommet changeait de mains.

Cette fois-ci, jour après jour, les villes tombent les unes après les autres et l'Etat est occupé, ses agents persécutés, tués et mis en fuite. Les rebelles à majorité musulmane descendent ainsi jusqu'à Bangui. L'écho des violations des droits de l'homme à mesure de leur avancée arrive dans toutes les régions.

Malgré ces inquiétudes, l'arrivée de la rébellion à Bangui a été dans un premier temps saluée par la population civile. Mais la joie de la capitale va très vite basculée dans la violence généralisée. Une chape de plomb s'est abattue sur le pays tout entier pendant un an sans que le salut ne vienne. Toutes les institutions sont effondrées. L'Etat centrale, l'armée, la police, les autorités locales, les Préfectures, Sous Préfectures, Mairies, Villages, Arrondissements. Sans compter l'ensemble du secteur privé, entreprises privées, secteur bancaire. Le système sanitaire est détruit ainsi que l'école et tout le système éducatif.

On peut dire que la succession des coups d'Etat a installé durablement une fragilisation de l'Etat et des institutions étatiques. L'Etat régalien est réduit à un simple énoncé purement théorique sans contenu réel ou palpable de la réalité de son autorité et prérogatives.

Les seules institutions à pouvoir survivre sont les lieux de culte même si beaucoup ont été attaqués et d'autres détruits. En l'occurrence l'église catholique par son implantation nationale a pu pallier à l'effondrement général du pays et ses institutions. Elle s'est trouvée malgré elle, ensemble avec les églises protestantes et les mosquées en première ligne de l'assistance aux populations en détresse. A ce moment, il n'y avait plus aucune coordination étatique, nationale ou locale. L'Etat a purement et simplement disparu des écrans radars.

Les ONG nationales et internationales ont dû se retirer, placées dans l'impossibilité de circuler dans le pays pour porter assistance aux populations sans être exposées à leur tour aux violences aveugles qui sévissaient.

La conférence épiscopale a fait une déclaration dénonçant la généralisation des violences, appelant à la raison. Sa voix a commencé à être entendue au-delà des frontières et alerté l'opinion publique sur la gravité de la situation de la République Centrafricaine.

Les Mosquées les plus représentatives sous la houlette de la communauté islamique de Centrafrique ont également organisé des opérations de protection

des populations et de solidarité avec les personnes les plus vulnérables qui ont tout perdu.

Dans ce tableau si sombre, si apocalyptique, on pouvait penser que la nuit du désespoir gouvernerait longtemps le devenir du pays, tant la coloration confessionnelle ou religieuse à partir de décembre 2013 semblait prendre le pas sur la réalité militaro politique de la crise qui a prévalu au départ.

En effet, les motivations apparentes de la crise sont apparues de plus en plus religieuses dans les expressions provocantes des jeunes rebelles de part et d'autre.

Les médias internationaux ont alors lancé l'alerte de la division religieuse en République Centrafricaine comme facteur explicatif ou motivation aux violences communautaires. La situation est devenue hors de contrôle à ce moment là, car la crise prenait une tournure inattendue, dangereuse.

Que faire ? Où se trouve la solution puisque l'Etat effondré n'est plus opérationnel?

Face à ce qu'il est convenu d'appeler le chaos centrafricain, l'ONU par une résolution du 5 décembre 2013 a donné mandat à la Sangaris, la force française d'interposition entre les forces rebelles en présence que sont les Séléka au pouvoir et les Balaka qui ont vu le jour pendant cette période. L'Union Africaine mettra en place la MISCA et l'Union Européenne dépêchera ensuite l'Eurocor RCA.

Le renforcement des forces d'interposition n'a pas permis de stopper de suite le cycle des violences qui va s'amplifier au point de déboucher sur des violences et exactions généralisées, y compris à connotation religieuse tant en province que dans la capitale.

Le marqueur de la crise Centrafricaine à partir de décembre 2013 est le fait que la différence confessionnelle était subitement devenue un facteur aggravant accentuant le chaos. L'interculturalité religieuse ne pouvait plus s'exprimer alors qu'elle n'avait jamais été problématique à aucun moment.

Grace à une vision ouverte de sortie de crise basée sur la main tendue à toutes les composantes sociales, culturelles et religieuses, le gouvernement a su inverser la dynamique des violences. Le problème est devenu progressivement en quelque sorte la solution à la surprise générale.

En effet, curieusement, et c'est là toute la spécificité de la crise centrafricaine, pays laïc qui en principe organise la neutralité de l'Etat face au fait religieux, c'est justement les autorités religieuses qui vont amorcer la lame de fond de la sortie de crise sous la houlette du Ministère de la Réconciliation Nationale qui en a fait un des principaux axes de réponses en termes de sensibilisation des populations. La conscience morale incarnée par les acteurs religieux constituait une grande chance à saisir pour stopper les violences.

Les étapes de leurs actions méritent d'être ici rappelées.

D'abord, les trois religions représentatives à savoir l'église protestante, l'Islam et l'église catholique ont perçu le risque de confessionnalisation de la crise bien longtemps avant son déclenchement véritable et se sont réunis pour élaborer spontanément, et préventivement une stratégie d'apaisement interculturel et interreligieuse.

Ensuite, elles ont organisé des plaidoyers dans le pays et à travers le monde pour expliquer en substance que la crise dans leur pays n'était pas une crise religieuse mais bien une crise politique. La preuve disent-ils, aucune autorité religieuse n'a revendiqué aucun leadership d'aucune nature dans le conflit.

Enfin, elles se sont impliquées dans le processus de réconciliation nationale en participant directement aux travaux et discussions de paix et en rappelant la même nécessité, c'est-à-dire placer l'homme et donc la population au cœur des enjeux pour abrégier la souffrance des innocents.

On voit bien ici que, lorsque l'interculturalité pour l'engagement à la paix trouve un point de rencontre entre la culture religieuse qui place l'homme au cœur de sa croyance et la culture étatique laïque qui prône les droits humains comme valeur essentielle dans la construction de la paix, on assiste à une sorte d'interculturalité entre l'Etat et la religion, centrée sur l'Homme. Et c'est cette

réalité souvent méconnue, et donc moins valorisée dans les conflits qui a été au cœur de la démarche de construction de la paix certes encore fragile en République Centrafricaine.

Cette démarche innovante a été le préalable au retour à l'ordre constitutionnel que le pays vient juste de retrouver depuis moins de 10 jours.

On peut retenir trois éléments importants d'observation de la crise centrafricaine sur le lien entre interculturelité et laïcité que sont :

1. L'histoire de la laïcité à la centrafricaine

L'histoire politique de la République Centrafricaine a commencé par l'avènement d'un premier Chef de l'Etat qui n'était rien d'autre qu'un homme d'église en l'occurrence Barthélémy BOGANDA qui était catholique, prêtre ancien député au palais Bourbon avec son ami l'abbé Pierre qu'il rencontrait à la rue Lhomond et l'un des principaux interlocuteurs de la France dans le cadre du mouvement des indépendances dont il était également l'un des leaders les plus actifs.

La vision de B. BOGANDA était une vision humaniste dans un Etat laïc ou le multiculturalisme était une force. Cette interculturelité prônée par lui se nourrissait également du panafricanisme c'est-à-dire la vision politique de création dès l'avènement des indépendances des grands ensembles politiques, économiques diplomatiques notamment en Afrique Centrale.

En réalité pour lui, la République Centrafricaine ne devait pas être confinée au territoire actuel mais être plus vaste et comprenant outre l'actuelle République Centrafricaine, le Tchad, le Cameroun, le Congo, le Gabon. Il s'agissait du projet de création des Etats Unis d'Afrique Latine. Cette vision n'a pu se concrétiser en raison de l'interdiction faite par la loi Gaston Defferre aux colonies de se constituer en blocs politiques directement à la sortie de la colonisation.

B. BOGANDA a donc orienté cette vision panafricaniste dans la construction d'une Nation Ouverte au monde avec le premier mot de la devise qui commence

par l'unité, suivi d'un autre mot qu'il affectionnait tant la Dignité celle de l'homme dans son esprit et le travail qui permet à chacun dans l'unité de s'autonomiser, s'épanouir individuellement et collectivement. Et comme disait Voltaire, le travail qui éloigne l'homme de trois grands maux : le vice, l'ennui et le besoin.

On peut rappeler aussi que l'Etat centrafricain laïc s'est toujours appuyer dans des moments difficiles et décisifs de la Nation sur les sensibilités spirituelles de la population sans distinction de religion. A cette occasion, les autorités publiques se rendaient dans les lieux de culte à la rencontre des populations croyantes et autorités religieuses à l'occasion des journées nationales de prière pour la vie de la collectivité.

Curieusement, aucune autorité publique n'a jamais décrété une journée laïque de réflexion citoyenne sur le pays. C'est là également, qu'on perçoit la spécificité de la laïcité de l'Etat depuis les indépendances en Centrafrique.

2. Le renouveau laïc centrafricain, à partir des leçons tirées de la crise

A partir des observations tirées de la crise dont le pays sort très lentement, on peut tirer quelques enseignements, notamment des relations réelles et étroites entre interculturalité et laïcité en République Centrafricaine.

1° La laïcité reste une identité forte de la République Centrafricaine dans le fonctionnement de l'Etat, réaffirmée dans toutes les constitutions et même dans la charte constitutionnelle de la transition qui vient de s'achever le 31 mars 2016.

2° la Cour Constitutionnelle de transition gardienne de la loi fondamentale a toujours veillé très jalousement au respect de la laïcité dans les actes de gouvernement. En effet, elle a chaque fois attiré l'attention des autorités étatiques dans les négociations de paix de manière à éviter les amalgames entre les l'Etat et les religions.

3° Le Haut Conseil de la Communication de la Transition a aussi attiré de manière constante depuis son intronisation, l'attention des organes de presse et des

médias en général sur la nécessité d'observer la neutralité religieuse dans le traitement de l'information. Et ceci afin d'éviter d'envenimer les rapports sociaux entre les communautés à la base.

4° Le Conseil National de la Transition faisant office de parlement transitoire a de son côté renforcé dans les textes pris, le caractère laïc de l'Etat et des institutions et particulièrement la nouvelle constitution référendaire de 2015.

5° L'autorité nationale des élections autre instance pertinente de la transition a élaboré des critères objectifs d'éligibilité des candidats aux différentes élections dans la neutralité religieuse conformément à la laïcité de l'Etat garantie par la constitution.

Toutefois, une inquiétude demeure aujourd'hui dans le débat public mais qui n'a pu être abordé au forum de Bangui, c'est la question des revendications politiques à caractère religieux. C'est dans ce contexte qu'à l'entrée du forum inter centrafricain de Brazzaville, la scission du territoire a été demandée.

On peut s'interroger à l'effet de savoir si le retour à l'ordre constitutionnel va rassurer tous les Centrafricains et les conduire à dépasser les clivages confessionnelles nées et les revendications religieuses qui ont pu exister dans le pays ces trois dernières années.

A cette interrogation, on peut dire que la très grande majorité de la population est contre l'idée de revendications politiques pour des motifs religieux. Les autorités religieuses s'appuient de leur côté sur la laïcité de l'Etat pour sortir de ce débat. A ce niveau, l'Etat se sert de la religion pour certains actes de gouvernement, et les religions se servent de la laïcité pour refuser à leurs coreligionnaires de porter au nom de la religion des revendications politiques.

3. Le processus de réconciliation nationale

La réconciliation nationale a été portée en République Centrafricaine par l'ensemble des forces vives de la Nation, appuyées par une mobilisation multiforme et permanente des autorités religieuses dans toutes les phases de construction de la paix.

A chaque fois, que la crise a pris une tournure plus virulente, l'implication des autorités religieuses a été renforcée pour y faire face et a permis une baisse sensible des escalades meurtrières au profit du dialogue et de la paix. C'est ainsi qu'ensemble, toutes les religions du pays ont souhaité sous l'impulsion de l'église catholique, la venue en novembre 2015 du Pape François dont la visite a été suivie d'une longue période d'apaisement propice à l'organisation des élections ayant permis le retour à l'ordre démocratique.

D'aucuns disent à Bangui que cette venue a été un miracle et un tournant décisif vers l'entente mutuelle et la concorde entre toutes les communautés.

Conclusion

Pour conclure, je voudrais rappeler que la crise centrafricaine a été depuis 2013, un tournant dans la trajectoire de ce pays qui avait tout pour être heureux, mais dont les aléas politiques persistants depuis des décennies ont fini par engendrer division et souffrance pour toutes les populations confondues, sans exception.

A titre personnel, j'ai été profondément marquée par la crise, la division mais aussi par la force et la fraternité des hommes de Dieu, des croyants véritables hommes de paix en l'absence de l'Etat effondré, tels que l'Archevêque de Bangui, l'Imam Kobine Président de la Communauté Islamique de Centrafrique, le Révérend Nicolas Guérékoyamé de l'Association des églises évangélistes de Centrafrique ainsi que tous ceux qui les secondent au plan national et local pour reconstruire les digues rompues de la fraternité, du pardon, de l'espoir et du partage, pour un monde meilleur pour tous et un vivre ensemble reconstruit dans la paix.

Je voudrais les remercier très chaleureusement et très fraternellement d'avoir été à mes côtés en tant que Ministre de la réconciliation nationale en apportant tout leur concours, leur contribution à l'élaboration de la stratégie nationale, avec cette phase où chacun a été pris en compte, dans sa souffrance, son doute et son espoir d'avenir, qu'a été l'organisation des consultations populaires à la base dans toutes les sous-préfectures du pays.

En regardant d'où revient la RCA, on peut pousser un soupir de soulagement relatif en se disant après tout, le résultat est bien là même très infime face aux énormes défis du relèvement et de la reconstruction. La RCA vient de renouer péniblement mais assurément avec l'ordre constitutionnel. Elle devient ainsi en quelque sorte, au-delà de ses difficultés, qu'elle apprend à surmonter depuis 3 ans, un exemple pour le monde, pour les autres peuples qui auront aussi à dépasser un jour dans leur trajectoire la division avant de retrouver la paix.

Laïcité ou interculturalité ? Je pense très humblement que les deux sont les mêmes facettes d'une même réalité qu'il convient de conjuguer en fonction des réalités sociopolitiques ou culturelle ainsi que des institutions.

L'important c'est bien l'homme au cœur des préoccupations qu'elles soient étatiques ou religieuses, interculturelles ou laïques.

je voudrais à cet égard emprunter l'esprit de l'encyclique *populorum progressio* de sa sainteté le Pape Paul VI sur le développement des peuples. Il invite à promouvoir tout homme et tout l'homme. Et ce qui compte c'est bien l'homme, chaque homme, chaque groupement d'hommes, jusqu'à l'humanité toute entière.

La République laïque ne dit pas autre chose. C'est le point commun aux deux sphères complémentaires dont nous sommes appelés plus que jamais à prendre conscience pour un monde plus fraternel, plus équilibré, plus tolérant. Un monde de paix!

Je vous remercie.